

HOOFDSTUK VI. — *Diverse bevoegdheidsverklaringen*

Art. 12. De Commissie legt haar huishoudelijk reglement vast en legt het ter goedkeuring voor aan de Minister.

Art. 13. Overeenkomstig artikel 3, § 2, eerste lid, van het decreet kan de Minister na advies van de Commissie een afwijking verlenen voor een bepaalde periode.

HOOFDSTUK VII. — *Opheffings, overgangs- en slotbepalingen*

Art. 14. Het besluit van de Waalse Regering van 15 oktober 1998 tot uitvoering van het decreet van 16 juli 1998 betreffende de voorwaarden waaronder de inschakelingsbedrijven worden erkend en gesubsidieerd wordt opgeheven voor wat betreft het Franse taalgebied.

Art. 15. Wat betreft de bedrijven die op de datum van inwerkingtreding van het decreet voor een sociaal begeleider in aanmerking kwamen krachtens artikel 11bis van het decreet van 16 juli 1998 betreffende de voorwaarden waaronder de inschakelingsbedrijven worden erkend en gesubsidieerd, zijn de in artikel 10, § 3, bedoelde voorwaarden pas acht maanden na de inwerkingtreding van dit besluit van toepassing.

Art. 16. Het decreet van 18 december 2003 betreffende de voorwaarden waaronder de invoegbedrijven erkend en gesubsidieerd worden en dit besluit treden in werking op 1 april 2004.

Namen, 27 mei 2004.

De Minister-President,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE
De Minister van Tewerkstelling en Vorming,
Ph. COURARD

MINISTÈRE DE LA REGION WALLONNE

F. 2004 — 3282

[2004/202603]

**27 MAI 2004. — Arrêté du Gouvernement wallon modifiant l'arrêté royal du 15 décembre 1977
relatif au traitement des présidents et aux jetons de présence des membres des conseils de l'aide sociale**

Le Gouvernement wallon,

Vu la loi du 8 juillet 1976 organique des centres publics d'action sociale, notamment l'article 38, § 1^{er}, alinéas 1^{er} à 3, tel que modifié par le décret du 6 février 2003;

Vu l'arrêté royal du 15 décembre 1977 relatif au traitement des présidents et aux jetons de présence des membres des conseils de l'aide sociale;

Vu l'avis du Conseil supérieur des villes, communes et provinces de la Région wallonne donné le 3 décembre 2003;

Vu la délibération du Gouvernement du 11 mars 2004 sur la demande d'avis à donner par le Conseil d'Etat dans le délai d'un mois;

Vu l'avis du Conseil d'Etat donné le 19 avril 2004 en application de l'article 84, alinéa 1^{er}, 1^o, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;

Considérant que consécutivement aux décrets des 1^{er} avril 1999 et 6 février 2003, il convient d'adapter l'arrêté royal du 15 décembre 1977 relatif au traitement du président et aux jetons de présence des membres du conseil de l'aide sociale;

Sur la proposition du Ministre ayant en charge la législation relative aux centres publics d'action sociale et la tutelle sur ceux-ci;

Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. Le présent arrêté règle en application de l'article 138 de la Constitution, une matière visée à l'article 128, § 1^{er}, de celle-ci.

Art. 2. L'article 3 de l'arrêté royal du 15 décembre 1977, relatif au traitement du président et aux jetons de présence des membres du conseil de l'aide sociale est modifié comme suit :

1^o les mots "le membre qui le remplace" sont supprimés;

2^o il est créé un alinéa 2, rédigé comme suit :

" Le membre qui remplace le président pour une durée inférieure à celle prévue à l'article 39 de la loi peut se voir octroyer, à sa demande, deux jetons de présence par semaine complète de remplacement."

Art. 3. L'article 4 du même arrêté royal est remplacé par le texte suivant :

" Le président du centre desservant moins de 50.000 habitants qui souhaite bénéficier à charge du centre d'une majoration de son traitement de président en fait la demande par lettre recommandée à la poste adressée au conseil de l'aide sociale.

A cette demande, ils joignent :

1^o une attestation du receveur du centre indiquant le montant du traitement brut qu'ils ont perçu durant l'année précédant l'introduction de la demande ou, s'ils sont investis d'un mandat de président depuis moins d'un an, le montant obtenu en multipliant par douze le montant mensuel brut du traitement de président selon le cas; si le demandeur a sollicité et obtenu une réduction de son traitement de président, l'attestation indique en outre le montant de cette réduction;

2^o une attestation émanant de chacun des organismes payeurs des autres traitements, pensions, indemnités ou allocations légaux ou réglementaires perçus par l'intéressé et qui sont réduits ou supprimés en raison du traitement de président perçu par le demandeur; chacune de ces attestations indique en outre :

a) le cas échéant, le montant de cette réduction;

b) si le demandeur a sollicité et obtenu une réduction de son traitement de président, la part complémentaire du traitement de président à laquelle le mandataire visé devrait renoncer pour pouvoir maintenir le bénéfice complet de ses autres traitements, pensions, indemnités ou allocations légaux ou réglementaires;

c) les majorations du traitement de président à prévoir pour que, compte tenu des majorations qui seraient accordées dans la limite du plafond fixé pour les échevins, le mandataire concerné ne subisse aucune perte de revenus."

Art. 4. L'article 8 du même arrêté royal est modifié comme suit :

1° l'alinéa 1^{er} est remplacé par ce qui suit :

"Des jetons de présence sont accordés aux membres pour la participation aux réunions du conseil de l'aide sociale, du bureau permanent, des comités spéciaux, du comité de concertation et de tout autre comité auquel la participation du centre est obligatoire à condition que l'octroi d'un jeton de présence ne soit pas prévu en vertu d'autres dispositions."

2° il est créé un alinéa 4, rédigé comme suit :

"Lorsque l'octroi des jetons de présence entraîne la réduction ou la suppression d'autres traitements, indemnités ou allocations légales ou réglementaires, le conseiller peut solliciter, par écrit, auprès du conseil de l'aide sociale la réduction des jetons de présence qui lui sont octroyés. Les autres modalités sont analogues à celles prévues à l'article 4bis pour la réduction de traitement du président."

Art. 5. L'article 9 du même arrêté royal est remplacé par ce qui suit :

"§ 1^{er}. Le jeton de présence alloué pour les réunions du conseil de l'aide sociale est d'un montant identique à celui alloué aux conseillers communaux de la commune du siège du centre public d'action sociale.

Le jeton de présence alloué pour les participations aux réunions du bureau permanent ou des autres comités visés à l'article 8 ou pour la vérification de la comptabilité visée à l'article 93 de la loi, est fixé librement par le conseil de l'aide sociale sans qu'il puisse excéder le montant du jeton de présence prévue pour les réunions de ce conseil.

§ 2. Le conseil de l'aide sociale peut majorer le jeton de présence du conseiller qui bénéficie d'autres traitements, pensions, indemnités ou allocations légaux ou réglementaires, d'un montant compensant la perte de revenus subie par l'intéressé. Le montant des jetons de présence, majoré du montant compensant la perte de revenus, ne peut jamais excéder le traitement d'un président du conseil de l'aide sociale d'une commune de 50.000 habitants.

Les membres du conseil de l'aide sociale qui souhaitent bénéficier à charge du centre d'une majoration de leurs jetons de présence de conseiller en font la demande par lettre recommandée à la poste adressée au centre.

A cette demande, ils joignent :

1° une attestation du receveur du centre indiquant le montant brut total des jetons de présence qui leur ont été alloués durant l'année précédant l'introduction de la demande ou, si celle-ci est introduite moins d'un an après leur entrée en fonction, le montant obtenu en multipliant par douze le montant mensuel moyen du jeton de présence; l'attestation indique également le nombre de réunions du conseil auxquelles le mandataire concerné a participé durant la période considérée;

2° une attestation émanant de chacun des organismes payeurs des autres traitements, pensions, indemnités ou allocations légaux ou réglementaires perçus par l'intéressé, et qui sont réduits ou supprimés en raison des jetons de présence alloués au mandataire; chacune de ces attestations indique en outre :

a) le cas échéant, le montant de cette réduction;

c) les majorations du jeton à prévoir pour que, compte tenu de ces majorations, le mandataire concerné ne subisse aucune perte de revenus.

§ 3. Le président inscrit la demande visée à l'article 4 et au paragraphe 2 du présent article à l'ordre du jour de la séance du conseil qui suit le jour où cette demande a été réceptionnée.

Le conseil se prononce sur la demande.

Le conseil peut aussi estimer que le dossier n'est pas en état. Il peut réclamer au mandataire concerné ainsi qu'aux organismes payeurs des traitements, pensions, indemnités et allocations légaux et réglementaires tous documents qu'il juge nécessaires à l'établissement du montant de la majoration sollicitée. Il peut également recueillir auprès dudit mandataire et desdits organismes tous renseignements utiles à cet égard.

Dans le cas visé à l'alinéa précédent, le président inscrit la demande à l'ordre du jour du conseil dès que les informations et documents sollicités ont été fournis.

La décision du conseil est notifiée à l'intéressé par lettre recommandée à la poste.

La majoration des jetons de présence du conseiller ou du traitement du Président, selon le cas, produit ses effets le premier jour du mois qui suit celui dans le cours duquel elle a été octroyée par le conseil.

En cas de changement dans sa situation pécuniaire, le bénéficiaire de la majoration des jetons de présence ou du traitement du président, selon le cas, est tenu d'en aviser immédiatement le conseil par lettre recommandée à la poste.

Dans ce cas, le conseil délibère sur le maintien, la modification ou la suppression de la majoration octroyée selon la procédure prévue."

Art. 6. L'article 11 du même arrêté royal est modifié comme suit :

1° à l'alinéa 1^{er} du paragraphe 1^{er}, est ajouté le liminaire suivant : " Sous réserve de l'application de l'article 3, alinéa 2";

2° à l'alinéa 1^{er}, du paragraphe 2, les mots "par trimestre" sont remplacés par "annuellement" ainsi que le nombre "douze" par "quarante-huit";

3° à l'alinéa 2, du même paragraphe, le nombre "trois" est remplacé par "douze";

4° à l'alinéa 3, du même paragraphe, le nombre "deux" est remplacé par "huit";

5° à l'alinéa 4, du même paragraphe, le nombre "quatre" est remplacé par "seize";

6° à l'alinéa 5, du même paragraphe, le mot "trimestriellement" est remplacé par "annuellement".

Art. 7. Le présent arrêté entre en vigueur le 1^{er} janvier 2005.

Art. 8. Le Ministre ayant en charge la législation relative aux centres publics d'action sociale et la tutelle sur ceux-ci est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 27 mai 2004.

Le Ministre-Président,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Le Ministre de l'Emploi et de la Formation,
Ph. COURARD

VERTALING

MINISTERIE VAN HET WAALSE GEWEST

N. 2004 — 3282

[2004/202603]

27 MEI 2004. — Besluit van de Waalse Regering tot wijziging van het koninklijk besluit van 15 december 1977 betreffende de bezoldiging van de voorzitters en de presentiegelden van de leden van de raden voor maatschappelijk welzijn

De Waalse Regering,

Gelet op de wet van 8 juli 1976 betreffende de openbare centra voor maatschappelijk welzijn, inzonderheid op artikel 38, § 1, eerste tot derde lid, zoals gewijzigd bij het decreet van 6 februari 2003;

Gelet op het koninklijk besluit van 15 december 1977 betreffende de bezoldiging van de voorzitters en de presentiegelden van de leden van de raden voor maatschappelijk welzijn;

Gelet op het advies van de 'Conseil supérieur des villes, communes et provinces de la Région wallonne' (Hoge raad van de steden, gemeenten en provincies van het Waalse Gewest), gegeven op 3 december 2003;

Gelet op de beraadslaging van de Regering van 11 maart 2004 over het verzoek om adviesverlening door de Raad van State binnen hoogstens één maand;

Gelet op het advies van de Raad van State, uitgebracht op 19 april 2004, overeenkomstig artikel 84, eerste lid, 1°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State;

Overwegende dat het koninklijk besluit van 15 december 1977 betreffende de bezoldiging van de voorzitters en de presentiegelden van de leden van de raden voor maatschappelijk welzijn op grond van de decreten van 1 april 1999 en 6 februari 2003 aangepast dient te worden;

Op de voordracht van de Minister die bevoegd is voor de wetgeving op de openbare centra voor sociale actie en voor het toezicht hierop;

Na beraadslaging,

Besluit :

Artikel 1. Dit besluit regelt overeenkomstig artikel 138 van de Grondwet een materie bedoeld in artikel 128, § 1, ervan.

Art. 2. Artikel 3 van het koninklijk besluit van 15 december 1977 betreffende de bezoldiging van de voorzitters en de presentiegelden van de leden van de raden voor maatschappelijk welzijn wordt gewijzigd als volgt :

1° de woorden 'het plaatsvervangend lid' worden geschrapt;

2° er wordt een tweede lid ingevoegd, luidend als volgt :

"Het lid dat de voorzitter vervangt voor een kortere duur dan die bepaald bij artikel 39 van de wet kan op eigen verzoek twee presentiegelden per volle vervangingsweek verkrijgen."

Art. 3. Artikel 4 van hetzelfde koninklijk besluit wordt vervangen als volgt :

"De voorzitter van een centrum dat minder dan 50.000 inwoners bedient die voor rekening van het centrum in aanmerking wenst te komen voor een verhoging van zijn wedde van voorzitter richt daartoe een aanvraag bij ter post aangetekend schrijven aan de raad voor maatschappelijk welzijn.

Hij laat de aanvraag vergezeld gaan van :

1° een attest van de ontvanger van het centrum met melding van het bedrag van zijn brutowedde gedurende het jaar vóór de indiening van de aanvraag of, als hij een mandaat van voorzitter heeft sinds minder dan een jaar, het bedrag verkregen door het bruto maandbedrag van zijn wedde van voorzitter met twaalf te vermenigvuldigen, al naar gelang het geval; als de aanvrager een vermindering van zijn wedde van voorzitter heeft aangevraagd en verkregen, vermeldt het attest bovendien het bedrag van die vermindering;

2° een attest van elk van de instellingen die instaan voor de betaling van de andere wettelijke of reglementaire wedden, pensioenen, uitkeringen of bijlagen ontvangen door betrokkene en die verminderd of afgeschaft worden vanwege de wedde van voorzitter die de aanvrager ontvangt; elk attest vermeldt bovendien :

a) desgevallend het bedrag van die vermindering;

b) als de aanvrager een vermindering van zijn wedde van voorzitter heeft aangevraagd en verkregen, het aanvullende deel van de wedde van voorzitter waarvan bedoelde mandataris zou moeten afzien om het volle voordeel van zijn andere wettelijke of reglementaire wedden, pensioenen, uitkeringen of bijlagen te kunnen behouden;

c) de te verwachten verhogingen van de wedde van voorzitter opdat betrokken mandataris geen inkomensverliezen zou lijden vanwege de verhogingen die toegekend zouden worden binnen de perken van het voor de schepenen vastgelegde maximumbedrag."

Art. 4. Artikel 8 van hetzelfde koninklijk besluit wordt gewijzigd als volgt :

1° het eerste lid wordt vervangen als volgt :

"Er wordt presentiegeld toegekend aan de leden die deelnemen aan de vergaderingen van de raad voor maatschappelijk welzijn, van het vast bureau, de speciale comités, het overlegcomité en elk ander comité die het centrum moet bijwonen, op voorwaarde dat andere bepalingen niet voorzien in de toekenning van presentiegeld."

2° er wordt een tweede lid ingevoegd, luidend als volgt :

"Als de toekenning van presentiegeld de vermindering of afschaffing van andere wettelijke of reglementaire wedden, uitkeringen of bijlagen tot gevolg heeft, kan de raadsman de raad voor maatschappelijk welzijn schriftelijk verzoeken om de vermindering van de presentiegelden die hem toegekend worden. De overige modaliteiten zijn dezelfde als die waarin artikel 4 voorziet voor de vermindering van de wedde van voorzitter."

Art. 5. Artikel 9 van hetzelfde koninklijk besluit wordt vervangen als volgt :

“§ 1. Het bedrag van het presentiegeld dat voor deelname aan de vergaderingen van de raad voor maatschappelijk welzijn toegekend wordt, is gelijk aan het bedrag dat toegekend wordt aan de gemeentelijke raadsleden van de gemeente waar de zetel van het openbaar centrum voor sociale actie gevestigd is.

Het bedrag van het presentiegeld dat toegekend wordt voor deelname aan de vergaderingen van het vast bureau of van de overige comités bedoeld in artikel 8 of voor het onderzoek van de boekhouding bedoeld in artikel 93 van de wet wordt door de raad voor maatschappelijk welzijn vrij vastgelegd zonder overschrijding van het bedrag van het presentiegeld voorzien voor de vergaderingen van die raad.

§ 2. De raad voor maatschappelijk welzijn kan het presentiegeld van de raadsman die in aanmerking komt voor andere wettelijke of reglementaire wedden, pensioenen, uitkeringen of bijslagen, verhogen met een bedrag dat het door betrokkene geleden inkomensverlies compenseert. Het bedrag van het presentiegeld, verhoogd met het bedrag dat het inkomensverlies compenseert, mag nooit hoger zijn dan de wedde van de voorzitter van de raad voor maatschappelijk welzijn van een gemeente met 50.000 inwoners.

De leden van de raad voor maatschappelijk welzijn die voor rekening van het centrum in aanmerking wensen te komen voor een verhoging van hun presentiegeld van raadsman richten een aanvraag bij ter post aangetekend schrijven aan het centrum.

Ze laten de aanvraag vergezeld gaan van :

1° een attest van de ontvanger van het centrum met melding van het totaal brutobedrag van de presentiegelden die hen toegekend werden gedurende het jaar vóór de indiening van de aanvraag of, als ze sinds minder dan een jaar na hun indiensttreding ingediend werd, het bedrag verkregen door het gemiddeld maandelijks bedrag van het presentiegeld met twaalf te vermenigvuldigen; het attest vermeldt eveneens het aantal vergaderingen van de raad die betrokken mandataris in de loop van bedoelde periode heeft bijgewoond;

2° een attest van elk van de instellingen die instaan voor de betaling van de andere wettelijke of reglementaire wedden, pensioenen, uitkeringen of bijslagen ontvangen door betrokkene en die verminderd of afgeschaft worden vanwege de presentiegelden die de mandataris ontvangt; elk attest vermeldt bovendien :

a) desgevallend het bedrag van die vermindering;

b) de te verwachten verhogingen van het presentiegeld opdat betrokken mandataris geen inkomensverlies zou lijden vanwege die verhogingen.”

§ 3. De voorzitter plaatst de aanvraag bedoeld in artikel 4 en in paragraaf 2 van dit artikel op de agenda van de zitting van de raad, die plaatsvindt de dag na die waarop de aanvraag in ontvangst is genomen.

De raad beslist over de aanvraag.

De raad kan ook achten dat het dossier onvolledig is. Hij kan betrokken mandataris alsmede de instellingen die instaan voor de betaling van de andere wettelijke of reglementaire wedden, pensioenen, uitkeringen of bijslagen verzoeken om alle stukken die hij nodig acht voor de berekening van het bedrag van de aangevraagde verhoging. Hij kan bedoelde mandataris en instellingen eveneens verzoeken om elk nuttig gegeven.

In het geval bedoeld in het vorige lid plaatst de voorzitter de aanvraag op de agenda van de raad zodra de aangevraagde gegevens en stukken verstrekt zijn.

Betrokkene wordt bij aangetekend schrijven in kennis gesteld van de beslissing van de raad.

De verhoging van het presentiegeld van de raadsleden of van de wedde van de voorzitter, al naar gelang het geval, wordt van kracht op de eerste dag van de maand na die in de loop waarvan ze door de raad is toegekend.

In geval van wijziging van zijn geldelijke toestand verwittigt de ontvanger van de verhoging van het presentiegeld of van de wedde van voorzitter, al naar gelang het geval, onmiddellijk de raad bij ter post aangetekend schrijven.

In dat geval beraadslaagt de raad over het behoud, de wijziging of de afschaffing van de toegekende verhoging volgens de vastgelegde procedure.”

Art. 6. Artikel 11 van hetzelfde koninklijk besluit wordt gewijzigd als volgt :

1° het eerste lid van paragraaf 1 wordt ingeleid als volgt : “Onder voorbehoud van de toepassing van artikel 3, tweede lid”;

2° in het eerste lid van paragraaf 2 worden de woorden “per kwartaal” vervangen door het woord “jaarlijks” en wordt het getal “twaalf” vervangen door het getal “achtenveertig”;

3° in het tweede lid van dezelfde paragraaf wordt het getal “drie” vervangen door het getal “twaalf”;

4° in het derde lid van dezelfde paragraaf wordt het getal “twee” vervangen door het getal “acht”;

5° in het vierde lid van dezelfde paragraaf wordt het getal “vier” vervangen door het getal “zestien”;

6° in het vijfde lid van dezelfde paragraaf wordt de woorden “per kwartaal” vervangen door het woord “jaarlijks”.

Art. 7. Dit besluit treedt in werking op 1 januari 2005.

Art. 8. De Minister die bevoegd is voor de wetgeving op de openbare centra voor sociale actie en voor het toezicht hierop is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 27 mei 2004.

De Minister-President,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

De Minister van Tewerkstelling, Vorming en Huisvesting,
Ph. COURARD